

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P)

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE TOULOUSE

Direction Patrimoine Immobilier et Services Techniques

Hôtel-Dieu – Saint Jacques

2, rue Viguerie - TSA 80035

31059 Toulouse Cedex 9

Objet du marché : Maintenance des appareils élévateurs, quais niveleurs, portes et barrières automatiques du GHT Haute-Garonne et du Tarn Ouest

LOT 5 : Maintenance des quais niveleurs, Ponts et Tables élévatrices du CHU de Toulouse et du CH Marchant

Table des matières

I. DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1. Objet du marché	4
1-2 Généralités	4
1-3 Présentation du GHT.....	5
1.3.1 Les principaux sites du Centre Hospitalier de Toulouse:.....	5
1.3.2 Les Centres Hospitaliers Haute Garonne-Ouest :	Erreur ! Signet non défini.
1.3.3 Les Centres Hospitaliers Tarn-Ouest :	Erreur ! Signet non défini.
1.3.4 Le GCS Blanchisserie Toulousaine de Santé :	Erreur ! Signet non défini.
1.1. Dispositions réglementaires et législatives.....	6
1.2. Obligation en matière Environnementale	6
1.3. Sujétion en milieu hospitalier	7
1.4. Obligation du Titulaire	7
1.4.1. Personnel d'intervention.	7
1.4.2. Conditions d'intervention.....	8
1.4.3. Contraintes d'interventions dans l'UHSA du CH. Marchant.....	8
1.4.4. Présence d'amiante.....	9
1.4.5. Confidentialité	9
1.4.6. Evolution technologique, technique ou réglementaire	9
1.4.7. Condition d'exploitation et responsabilité du Titulaire.....	9
1.4.8. Hygiène et sécurité pour les blocs et zones de soins.....	10
2. EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE	10
2.1. Inventaire des équipements concernés.....	10
2.2. Maintenance préventive périodique.....	11
2.2.1. Gammes de maintenance concernant le préventif forfaitaire.	12
2.2.2. Accompagnement des organismes de contrôle.	14
2.2.3. Levées des réserves de maintenance.	14
2.3. Maintenance Curative / Corrective.....	14
2.3.1. Modalités d'exécution.	14
2.3.2. Processus d'intervention.	15
2.4. Traçabilité.....	16
2.4.1. Rapport d'intervention.	16
2.4.2. Carnet d'entretien.....	16
2.4.3. Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO).	16
2.4.4. Calendrier de maintenance corrective et levées des réserves.....	17
2.4.5. Rapport d'activité.....	17

2.5.	Consommables et pièces détachées	18
2.5.1.	Consommables	18
2.5.2.	Pièces détachées, équipements	18
2.6.	Devis	18
2.6.1.	Délais de présentation des devis.....	18
2.6.2.	Rédaction des devis	18
2.7.	DELAIS D'INTERVENTION	19
2.7.1.	Délai dépannage	19
2.7.2.	Délai Maintenance corrective, curative.....	19
2.7.3.	Délai Maintenance Préventive	20
2.7.4.	Tableau des délais d'intervention.....	20
3.	EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX.....	20
3.1.	Généralités	20
3.1.1.	Introduction	20
3.1.2.	Dispositions particulières en site occupé.....	21
3.1.3.	Assurance.	21
3.2.	Prescriptions techniques	21
3.2.1.	Définition du matériel proposé.....	21
3.2.2.	Qualité du matériel.	22
3.2.3.	Provenance des matériaux et produits.....	22
3.2.4.	Essais et vérification de fonctionnement.....	22
3.3.	Réception des travaux.....	22
3.3.1.	Essais réglementaires et réception de l'ouvrage.....	22
3.3.2.	Mise en service.....	23
3.3.3.	Visa de documents d'exécution.....	23
3.3.4.	Garantie.	23
3.4.	Modalités de chantier.....	23
3.4.1.	Programme et Calendrier d'exécution.....	23
3.4.2.	Exécution des travaux.	23
3.4.3.	Visites et investigations.....	24
3.4.4.	Suivi de chantier.....	24
3.4.5.	Propreté du chantier.	24
3.4.6.	Hygiène et sécurité.	25
3.4.7.	Protection de l'environnement.	25
3.4.8.	Amiante.	25
3.4.9.	Communication pendant la phase du Chantier.....	26
1.	ANNEXES	26

4.1. Annexe 1 : Listing des équipements.....	26
4.2. Annexe 2 : Charte GMAO CHU	26
4.2.1. OBJET DE LA CHARTE	26
4.2.2. DEFINITION DE LA PRESTATION	26

I. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- la maintenance préventive et curative,
 - les travaux de modernisation et de création d'installations neuves (Pour le CHU, ces travaux se baseront sur les prescriptions spécifiques types du bureau d'étude interne en annexe),
- sur les niveaux de quais, ponts et tables élévateurs des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire Haute Garonne – Tarn Ouest.

Le marché est décomposé en :

- Une **partie forfaitaire** pour la maintenance préventive (gamme) sur le périmètre défini dans l'annexe.
Tous les frais, pièces détachées en particulier les pièces d'usures, déplacement et main d'œuvre, liés à la maintenance préventive sont à la charge du titulaire et compris dans son forfait.
La part forfaitaire intègre un accès à une astreinte technique. Elle doit être assurée pour garantir le bon maintien de service (HNO horaires non ouvrés, le soir, la fin de semaine S-D et les jours fériés), joignable sur un numéro unique non surtaxé. Celle-ci sera déclenchée à titre exceptionnel, et si et seulement si, l'astreinte technique de l'établissement ne peut assurer la réparation en mode dégradé. En cas d'intervention de l'astreinte du titulaire, ce dernier facturera ses déplacements, le temps d'intervention et les fournitures selon les prix du bordereau de prix unitaire de l'annexe financière du présent lot.
- Une **partie à bon de commande** sur le périmètre des interventions de type :
 - Diagnostic, après inspection précise pour jugement de l'intervention
 - Dépannage (maintenance corrective palliative)
 - Maintenance curative (maintenance corrective curative).
 - Travaux de modernisation et neufs

Ces interventions seront cadrées par le bordereau de prix unitaire de l'annexe financière.

Tous les frais, pièces détachées, déplacement et main d'œuvre, liés aux dépannages et opérations de maintenance curative d'un équipement qui pourraient survenir dans un délai de 1 mois suivant la dernière opération de maintenance préventive seront à la charge du titulaire (sauf acte de malveillance dûment justifié).

1-2 Généralités

Le titulaire doit être capable d'assurer ces prestations par la mise en place d'une équipe compétente et d'un système d'information dédié aux domaines concernés, en relation avec des interlocuteurs désignés au sein des établissements du GHT.

Ces prestations de maintenance permettront notamment :

- De maintenir un bon niveau de fiabilité et de maintenance des équipements
- D'optimiser la durée de vie des équipements
- De bénéficier des conditions de fonctionnement optimales
- D'assurer la sécurité des biens et des personnes
- De maîtriser les coûts

Pour respecter ces objectifs, le titulaire devra :

- Réaliser l'ensemble des prestations dans le respect des exigences du présent CCTP, et mettre en place une organisation permettant de faire face à ses obligations contractuelles.

- Assurer une transparence totale dans l'exécution du contrat, entre les différents intervenants potentiels et les responsables techniques de chaque site du GHT.
- Respecter les arrêtés, décrets et normes en vigueur.

Le titulaire ne pourra remettre en question le respect de ses engagements contractuels pour ne pas avoir mesuré les contraintes environnementales et de fonctionnement des établissements du GHT.

1-3 Présentation du GHT

Les établissements du GHT concernés par cet accord cadre sont :

- Le Centre Hospitalier Universitaire de Toulouse
- Le Centre Hospitalier Gerard Marchant



1.3.1 Les principaux sites du Centre Hospitalier de Toulouse:

Les principaux sites <i>rattachés à la rive droite</i>	<i>Surface (m2)</i>	<i>Adresse</i>
Hôpital Rangueil	175 641	1 avenue du Pr Jean POULHES TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Hôpital Larrey	40 045	24 chemin de POUVOURVILLE TSA 30030 31059 Toulouse Cedex 9
Chapitre	12 397	Unité de Stérilisation et Cuisine Centrale ZI du Chapitre 20 avenue Larrieu Thibaud 31100 Toulouse
Logipharma	6159	293 chemin de Tucaut TSA 90036 31270 Cugnaux
Logidos	6500	ZI du parc d'activités du Bois Vert 5 avenue de la Saudrune 31120 Portet sur Garonne
Centre de soins Dentaire	1 660	3 chemin des Maraîchers TSA 50032 31059 Toulouse Cedex 9
Salies du Salat	4952	15 bis, avenue de la fontaine Salée 31260 Salies du Salat

Les principaux sites Rattachés à la rive gauche	Surface (m2)	Adresse
Hôpital Purpan	242 315	Place du Docteur BAYLAC TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9
Hôpital La Grave	35 381	Place LANGE TSA 60033 31059 Toulouse Cedex 9
Hôtel-Dieu	24 333	2 rue VIGUERIE TSA 80035 31059 Toulouse Cedex 9
ERS (Ecole Régionale de Santé)	12 000	PREFMS 74, voie du T.O.E.C 31059 Toulouse
Hôpital Garonne	22 432	224 avenue de Casselardit TSA 40031 31059 Toulouse Cedex 9

SITE	Surface (m2)	Adresse
IUCT Oncopole	65 000	1 avenue. Irène Joliot-Curie 31100 Toulouse

SITES	Surface (m2)	Adresse
Le Centre Hospitalier Gérard Marchant	62 089	134 route d'Espagne 31057 Toulouse

1.1. Dispositions réglementaires et législatives

Le titulaire se référera pour la réalisation du présent marché aux réglementations, normes et autres documents officiels de référence en vigueur applicables aux prestations objets du marché, ainsi qu'aux préconisations des constructeurs des équipements concernés, et ce, pendant toute la durée du marché.

L'entretien des équipements est réalisé conformément aux dispositions réglementaires et législatives en vigueur la liste ci-dessous est indicative et non limitative :

- Décret n° 92-332 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail ;
- Décret n° 92-333 du 31 mars 1992 modifiant le code du travail ;
- Arrêté du 21 décembre 1993 relatif aux portes et portails automatiques et semi-automatiques sur les lieux de travail ;
- Arrêté du 10 novembre 1994 portant approbation des dispositions modifiant et complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP)
- Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 ;
- Arrêté du 1 août 2006 (accessibilité PMR) modifié par arrêté du 30 novembre 2007 ;
- Arrêté du 9 août 2006 relatif à l'application de l'article R.125-3-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- Décret n°2008-244 du 7 mars 2008 relatif à la sécurité sur les lieux de travail ;

Le titulaire s'engage à effectuer les opérations de maintenance conformément à la réglementation, aux dispositions telles que définies dans le présent cahier des charges et selon le type de bâtiment, établissement recevant du public (ERP), bâtiment assujéti au code du travail.

1.2. Obligation en matière Environnementale

Le titulaire respectera la réglementation en vigueur concernant la récupération, le recyclage ou l'élimination des déchets liés aux prestations du présent CCTP. Le transport, le stockage, le recyclage ou l'élimination des déchets sont à la charge du titulaire. Ce dernier fournira aux établissements du GHT tous les documents nécessaires justifiant des procédures suivies.

1.3. Sujétion en milieu hospitalier

Il est rappelé que les prestations se déroulent en milieu hospitalier et en sites occupés.

Le titulaire doit en conséquence tenir compte et prévoir toutes les dispositions et aménagements nécessaires pour limiter au maximum les nuisances occasionnées lors des interventions (poussières, bruits...) qui viendraient troubler les activités de soins tant vis à vis des patients que du personnel hospitalier.

Le titulaire s'assurera de ne pas gêner la circulation des personnes, des véhicules d'urgence médicale lors de ses interventions sur le terrain (voies de pompiers, parkings...).

Une partie des installations est située dans des établissements psychiatriques. Le Titulaire devra particulièrement veiller à ne pas laisser de véhicules ouverts ou d'outils sans surveillance

L'accès aux blocs opératoires sera impérativement programmé et pourra en cas d'urgence opératoire être remis en cause à la dernière minute.

Suivant les disponibilités des agents de l'établissement et en fonction du type d'intervention, le Titulaire sera ou non accompagné.

1.4. Obligation du Titulaire

1.4.1. Personnel d'intervention.

Le titulaire dispose de toutes les compétences, moyens humains et matériels nécessaires pour répondre aux obligations de résultat imposées par le présent marché. Le personnel devra être en nombre suffisant, qualifié, habilité et spécialement formé aux tâches et opérations de maintenance qui lui sont confiées.

Le titulaire transmettra la liste des personnes assurant les prestations de maintenance des équipements. En aucun cas, le titulaire ne pourra demander au GHT de lui fournir du personnel pour l'exécution des prestations.

Les personnes intervenantes sur les sites du GHT devront être impérativement habilitées pour les tâches qui leur incombent.

Elles devront être obligatoirement munies d'un badge avec photo délivré par le titulaire du marché et de leur carnet d'habilitation, qui pourra leur être demandé à tout moment par le personnel du GHT.

Au début du marché, les personnes intervenantes seront présentées aux responsables de la sécurité/sureté et aux personnels techniques des divers sites du GHT.

Le titulaire assure le remplacement immédiat du personnel manquant par un personnel de même qualification, quelles que soient les circonstances.

Le titulaire désigne un Représentant qui est l'interlocuteur habituel du GHT. Tout changement de Représentant doit être réalisé conformément aux dispositions du CCAP.

Le titulaire met à disposition de son personnel tout l'outillage et l'appareillage nécessaires à la bonne exécution du marché. L'outillage et l'appareillage seront conformes à la réglementation et régulièrement contrôlés et vérifiés.

Les moyens de communication du personnel font partie de l'outillage pris en charge par le titulaire. Le titulaire s'assurera que ces dispositifs sont compatibles avec les équipements des sites du GHT. Il est rappelé que les réseaux commerciaux de télécommunication ne sont pas autorisés dans les services de soins ou d'exams.

1.4.2. Conditions d'intervention

Les divers sites du GHT établiront en concertation avec le titulaire, les mesures nécessaires pour établir un plan de prévention pour notamment prévenir les accidents du travail :

- Plans préventifs d'hygiène et de sécurité,
 - Gestion des extincteurs et des permis feux,
 - Eclairage des zones d'évolution des personnels,
 - Contrôle des échelles et des garde-corps fixes,
 - Respect des règles de circulation et de stationnement.
 - Porter à la connaissance du titulaire le DTA (dossier technique amiante) de l'établissement
- Les techniciens du titulaire peuvent être amenés à intervenir sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante ; à ce titre le titulaire devra fournir la preuve que ses techniciens ou intervenants sont formés suivant la réglementation en vigueur en sous-section 4 et appliquent pour chaque processus mis en place les mesures de précautions établies dans le mode opératoire.
- etc....
 - Ou d'une façon générale toutes les règles de bonnes conduites.

Si l'intervention sur les équipements nécessite l'emploi de poste de soudure, l'utilisation de produits ou de procédés susceptibles de dégager des vapeurs toxiques ou des travaux pouvant provoquer des étincelles ou par point chaud, le titulaire est tenu de demander un permis feu auprès du responsable de la sécurité incendie du site concerné et autres procédures relatives qui serait de nature à perturber l'activité Hospitalière.

Le titulaire prendra toutes les précautions et les dispositifs de protection nécessaires lors de ses interventions. Les Services Techniques et de sécurité des sites du GHT procéderont par sondage à l'évaluation de l'application des conditions d'intervention par le titulaire. Le non-respect de ces consignes soumettra le titulaire à l'application de pénalités définies dans le CCAP du présent marché.

Les éléments relatifs aux Mesures générales de prévention applicables à chaque établissement du GHT figurent en annexe du présent CCTP dans le dossier Hygiène et sécurité.

Le titulaire sera tenu de se soumettre aux contraintes de l'organisation générale de chaque établissement du GHT, par exemple : passages imposés, interventions phasées ou en horaires décalés par tranche, création de sas, filmage, etc... ainsi que celles dues à l'environnement, sans que ne puisse être demandé d'augmentation d'honoraires dans le cas du contrat étendu. Pour le contrat minimal cette augmentation d'honoraires sera traitée par bon de commande d'après les informations figurant dans l'annexe financière.

1.4.3. Contraintes d'interventions dans l'UHSA du CH. Marchant

L'Unité Hospitalière Spécialement Aménagée (UHSA) est une unité destinée à l'hospitalisation en psychiatrie des personnes détenues implantée sur le site principal du CH Marchant.

L'accès à l'UHSA est règlementé et est soumis aux mêmes règles que l'accès à un établissement pénitentiaire. A ce titre, le titulaire s'engage à répondre aux conditions et protocoles d'accès imposés par le Centre Hospitalier et par l'Administration Pénitentiaire.

A ce titre, les titulaires s'engagent à fournir pour tous les intervenants avant toute intervention dans cette unité et dans le délai imposé par le CH Marchant, les éléments suivants :

- le nom des intervenants et la copie des cartes d'identité,
- le n° d'immatriculation des véhicules,
- toutes les autres pièces exigées par l'Administration Pénitentiaire.

En outre, sous 2 semaines après la notification du marché, le titulaire s'engage à fournir le nom et la copie de la pièce d'identité du chargé d'affaire ou du conducteur des travaux en charge du marché et de tous les personnels d'astreinte de l'entreprise pour une autorisation d'accès permanente.

Le CH Marchant se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels qui ne répondent pas aux exigences de l'administration pénitentiaire.

1.4.4. Présence d'amiante

Toute activité réalisée à proximité ou sur des MPCA (matériaux ou produits contenant de l'amiante), oblige à appliquer des règles strictes : Obligations réglementaires et consignes des établissements du GHT ; c'est pourquoi, il sera demandé de respecter les consignes édictées ci-dessous. Ces éléments ne sont nullement limitatifs, mais représentent un préalable obligatoire.

Il appartient au titulaire de tout mettre en œuvre, afin de respecter ces principes et de prévoir dans son offre la gestion du risque amiante. Pour cela le titulaire pourra consulter sur simple demande auprès des responsables des établissements du GHT le Dossier Technique Amiante (DTA) de chaque établissement. Le CHU mettra à disposition du titulaire son DTA via l'application SharePoint.

1.4.5. Confidentialité

Le titulaire s'engage, tant pour lui-même, que pour son personnel, à considérer comme confidentiels, à ne pas divulguer et à ne pas utiliser, toutes les informations et tous les documents d'ordre technique dont il aura eu connaissance au titre de ce marché.

1.4.6. Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du responsable technique de l'établissement, de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- D'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- D'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

1.4.7. Condition d'exploitation et responsabilité du Titulaire

Le Titulaire est informé par l'établissement du GHT de la classification de certains sites et des conséquences que cela entraîne, notamment en termes de performance attendue, des consignes de sécurité spécifiques à l'établissement, et des consignes d'évacuation en cas d'incendie.

En cas d'évolution du classement du patrimoine, le Titulaire avisera l'établissement du GHT sous 15 jours des conséquences potentielles de ces modifications. Au-delà de ce délai, il en accepte la totalité des contraintes dans le cadre du présent contrat forfaitaire.

En cas de désorganisation des conditions d'exploitation d'un bâtiment ERP à la suite de la mise à l'arrêt d'un/des équipement(s) au-delà de **3 jours ouvrés** ou non, le Titulaire prendra à sa charge les frais inhérents aux dispositions compensatoires qu'aura dû mettre en place l'établissement du GHT pour assurer la continuité du service. L'établissement du GHT pourra avoir recours à une société gardiennage ou un agent de sécurité pour garantir les accès par exemple.

Sur décision express de l'établissement du GHT, la clause de gardiennage pourra être applicable immédiatement. En cas de défaillance prolongée au-delà des délais figurant dans le présent contrat, le Responsable technique de l'établissement du GHT peut faire appel soit à l'installateur, soit au fabricant de l'équipement pour effectuer les réparations et remise en service aux torts et frais exclusifs du Titulaire.

Les établissements du GHT assurent un service public.

Le bon fonctionnement des équipements est une des conditions du maintien de la sécurité et du respect de ce service.

Le Titulaire indiquera donc comment il répondra à cette nécessité, y compris dans des cas de grève, de pandémie... etc.

Dans son mémoire technique le titulaire déclinera son plan de continuité de service.

Le non-respect de ce plan de continuité de service pourra donner lieu aux **pénalités prévues au CCAP**

Le titulaire ne doit pas laisser s'installer une situation dangereuse pouvant porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux biens des personnes.

A cet effet, il doit informer l'établissement du GHT de toute situation dangereuse existante à la prise du contrat ou pouvant survenir par la suite en cours de contrat, de proposer des solutions adéquates et commentées visant à éliminer les situations à risques et de proposer des devis appropriés.

Le titulaire doit s'assurer à la prise du contrat que les équipements sont conformes aux normes, lois, décrets et arrêtés leur étant applicables et le cas échéant de proposer la mise en conformité des équipements et de fournir un devis argumenté à l'établissement du GHT concerné.

Le titulaire doit assurer la veille légale et réglementaire et informer l'établissement adhérent des nouvelles dispositions prises par application des Décret et Arrêtés, de proposer des solutions d'amélioration et de fournir un devis argumenté.

1.4.8. Hygiène et sécurité pour les blocs et zones de soins.

Le titulaire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité de ses employés intervenants sur les équipements des établissements du GHT.

L'entreprise doit exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des équipements ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un équipement en cours de maintenance ou de travaux exécutés par le titulaire du présent marché.

Le titulaire est informé qu'il intervient dans des établissements publics de santé et que certaines interventions dans des secteurs particuliers en activité de l'établissement peuvent être source de contamination pour certains malades « immuno-déprimés ».

Les risques de contamination par les poussières entrent dans la catégorie des Aspergillose Invasives Nosocomiales. La transmission à l'homme est aérienne, soit par les voies respiratoires, soit par inoculation directe lors d'une intervention chirurgicale.

Des mesures de prévention sont à envisager et à valider préalablement avec le Cadre Hygiéniste de l'Etablissement et/ou le Coordonnateur de Sécurité/Santé. Selon l'étendue des interventions, ces mesures pourront être amenées à être approuvées par le C.H.S.C.T. de l'établissement concerné.

Pour certains secteurs particuliers à risques de contamination, le prestataire est informé qu'il peut être amené à porter des équipements spécifiques tels que sur-chaussures, combinaison, bonnet...

2. EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

2.1. Inventaire des équipements concernés

(a) Inventaire de début de marché

Au démarrage du marché, il est remis au Titulaire un inventaire des installations en annexe du présent CCTP. A partir de ce document, le Titulaire devra procéder à son propre inventaire détaillé. Cet inventaire détaillé mentionnera au minimum les marques, types, références, année de construction, localisation et principales caractéristiques des équipements.

A cette occasion, le Titulaire relèvera l'état de fonctionnement des équipements techniques et signalera à l'établissement tout équipement présentant un dysfonctionnement ne pouvant être traité dans le cadre normal de la maintenance curative. Ce signalement devra être réalisé le plus rapidement possible de manière à ce que l'établissement puisse prendre les mesures permettant d'arrêter un plan d'action de retour à la normale. La présentation de l'inventaire et de l'état de fonctionnement des installations se fera au moyen d'une fiche par équipement technique. Le format et le contenu de la fiche devront être soumis par le Titulaire à l'approbation de l'établissement.

L'inventaire des installations devra être fini et soumis à l'approbation de l'établissement au plus tard 3 mois à compter de la date de notification du marché. Cet inventaire est aussi destiné à mettre à jour la liste des instances et des équipements dans la GMAO selon l'annexe 2 qui s'applique à tout le CCTP que ce soit une prestation de maintenance ou de travaux

(b) Modification de l'inventaire des installations

L'annexe financière du marché public mentionne l'inventaire du parc des équipements soumis à une maintenance de type forfaitaire, tel qu'existant à la date de signature du contrat. Ce parc est susceptible d'évoluer tout au long de la durée du marché public, par :

- **L'ajout d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public** : il s'agit d'équipements présents à l'inventaire mais non couvert, d'équipements initialement sous garantie de parfait achèvement ou d'équipements acquis au cours du présent marché public, et qui peuvent être inclus dans le marché public à compter de la date d'expiration de la garantie ;
- **Le retrait d'équipements bénéficiant des prestations prévues au marché public** : il s'agit d'équipements restants présents mais dont l'utilisation n'est plus envisagée pour diverses raisons liées à l'organisation des locaux ou des équipes, d'équipements déposés, ces appareils ne donnent alors plus lieu à facturation.

Lorsque les modifications de parc consistent en des suppressions d'équipements ou des ajouts d'équipements identiques ou semblables à ceux prévus au marché public et soumis à un tarif de maintenance déjà prévu au marché public, ces modifications se traduisent par une mise à jour de l'annexe financière, basée sur le nouvel état du parc constaté par le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le montant facturé est calculé au prorata temporis, en tenant compte de la date effective d'ajout ou de retrait de l'équipement.

Ces modifications en ajout et/ou suppression d'objet inventorié se feront selon les règles contractuelles définies au CCAP selon l'article 21.

En cas d'ajout d'équipements soumis à des conditions tarifaires nouvelles, non prévues au marché public initial, l'intégration de ces équipements et de leurs tarifs de maintenance, donnera lieu à la signature d'un avenant.

Le titulaire doit intervenir sur simple demande de l'établissement du GHT dans les conditions de délai d'intervention prévu au contrat sur les équipements qui sont en attente d'une intégration au contrat. Dans ce cas l'intervention du titulaire sur l'équipement en panne fera l'objet d'un bon de commande de régularisation sur la base du rapport d'intervention.

(c) Inventaire de fin de marché

Le Titulaire s'engage à laisser les installations en parfait état d'entretien et prêtes à affronter sans incident prévisible une nouvelle année de fonctionnement. Un mois avant la fin de contrat, et quelle qu'en soit la cause (anticipée ou à terme), un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements techniques sera établi par les deux parties. Il sera accompagné de la liste des travaux d'entretien à la charge du Titulaire et non encore réalisés à la fin du marché. Si à la date prévue de la fin du contrat ces travaux n'étaient pas réalisés, ceci exposera le Titulaire à l'application des pénalités de retard définies au CCAP.

2.2. Maintenance préventive périodique

Pour le CHU, le nombre de maintenance préventive par équipement est de deux par an. Pour un même équipement un délai de 6 mois à plus ou moins 15 jours est à respecter entre deux maintenances préventives.

La maintenance préventive relève du forfait annuel. La maintenance préventive est à la charge du titulaire. Il s'agit d'opérations de maintenance programmées périodiquement et renseignées dans l'outil GMAO de l'établissement du GHT sur la base de gammes de maintenance.

Dans le cas où un établissement du GHT ne dispose pas de GMAO le responsable de l'établissement précisera au titulaire le fonctionnement qu'il souhaite mettre en place pour assurer la programmation et la traçabilité de la maintenance préventive.

Cette maintenance préventive est basée sur une veille du bon fonctionnement du bien.

Les opérations de maintenance préventive devront être effectuées selon la réglementation en vigueur et les préconisations « constructeurs » pour les équipements.

Ces prestations ont pour but d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement des équipements, de réduire les risques de pannes ou de mauvais fonctionnement.

2.2.1. Gammes de maintenance concernant le préventif forfaitaire.

La gamme de maintenance du préventif représente le minimum imposé au titulaire.

En cas de dysfonctionnement ou de litige consécutifs au manque ou à la mauvaise exécution d'une gamme de maintenance préventive par le titulaire, celui-ci supportera à sa charge les préjudices du dysfonctionnement ou litige.

Au cours de l'exécution de la gamme de maintenance préventive, le titulaire s'assurera de l'efficacité de fonctionnement et de l'état de conservation de l'équipement :

1) Essais de fonctionnement

On entend par essais de fonctionnement d'un équipement de levage l'essai qui consiste :

a) A s'assurer de l'efficacité de fonctionnement :

Des freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge ou l'appareil,

Des dispositifs contrôlant la descente des charges,

Des dispositifs limitant les mouvements de l'appareil de levage et de charge tels que :

Limiteurs de course,

Limiteurs de relevage,

Limiteurs d'orientation,

Dispositifs anti collision,

Dispositifs parachute.

b) A déclencher, lorsqu'ils existent, les limiteurs de charge et de moment de renversement, de façon à s'assurer de leur bon fonctionnement aux valeurs définies dans la notice d'instructions du fabricant ou, à défaut, au-delà de la charge maximale et à moins de 1,1 fois la charge ou le moment maximal.

2) Examen de l'état de conservation

On entend par « examen de l'état de conservation » l'examen qui a pour objet de vérifier le bon état de conservation de l'appareil et de ses supports et de déceler toute détérioration susceptible d'être à l'origine de situations dangereuses intéressant notamment les éléments essentiels suivants :

Dispositif de calage, amarrage et freinage, destinés à immobiliser dans la position de repos l'équipement de levage ;

Freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir, dans toutes les positions, la charge de l'équipement,

Dispositif contrôlant la descente des charges,

Poulies de mouflage, poulies à empreinte,

Limiteurs de charge et de moment de renversement,

Dispositifs limitant les mouvements de l'équipement de levage et de la charge tels que limiteurs de course, limiteurs de relevage, limiteurs d'orientation, dispositifs anti collision, dispositifs parachute,

Crochets et appareils de préhension mécanique, électromécanique ou pneumatique,

Câbles et chaînes de charge.

Cet examen comprend un examen visuel détaillé de l'état de conservation, complété obligatoirement par des essais de fonctionnement.

3) Gamme de maintenance minimale associée au forfait préventif.

Opérations	Semestriel
Vérification du bon fonctionnement général de l'équipement lors d'une utilisation « classique »	X

Vérification, dépoussiérage des dispositifs de verrouillage des portes palières ou rideaux électriques (si existant), état des gardes corps et balustrades ;	X
Vérification, dépoussiérage de l'armoire de commande et des circuits électriques de sécurité ;	X
Vérification de la continuité de mise à la terre de toute l'installation électrique et des structures conductrices ;	
Vérification des fixations aux structures, des pieds et des soudures ;	X
Vérification, dépoussiérage des moyens de support et de suspension de la plate-forme (câbles, chaînes, vérins, ciseaux...);	X
Vérification, dépoussiérage de l'unité d'entraînement et freins, y compris état cuve et remplacement cuve si nécessaire, niveaux d'huile et appoints si nécessaire selon préconisation constructeur (type et quantité d'huile), vidange et remplacement huile selon préconisation constructeur (3 ans maximum);	X
Vérification, dépoussiérage des dispositifs contre les chutes libres et les descentes à vitesse excessives (parachute, vanne parachute, clapets anti-retour pilotés ou non ou tout dispositifs équivalents)	X
Vérification, dépoussiérage des dispositifs de fin de course haut et bas ;	X
Vérification, dépoussiérage des sécurités anti cisaillement tels que bords sensibles, ... ;	X
Vérification des soufflets de protections sur le pourtour de la plateforme mobile (si existant) et remplacement ;	X
Vérification des butoirs de quai et des chasses roues sur le pourtour de la plateforme mobile (si existant) et remplacement des butoirs à 50% d'usure ; Les chasses roues en mauvais état seront signalés à l'établissement du GHT	X
Inspection des surfaces intérieures (distances, surfaces et arêtes vives) et action de correction ;	X
Vérification, dépoussiérage des guides et des coulisseaux de guidage ou des rouleaux et remplacement si nécessaire ;	X
Nettoyage de la cuvette de l'installation et du local des machines.	X
Vérification de l'état de conservation des filets ou dispositifs équivalents destinés à empêcher l'accumulation de feuilles ou détritiques sous la plateforme ;	X
Vérification, lubrification, graissage de toutes les pièces rotatives, mobiles ou charnières selon préconisation constructeur (type et quantité de graisse ou huile) ;	X
Vérification, dépoussiérage des dispositifs de freinage destinés à immobiliser dans la position de repos l'appareil ;	X
Vérification, dépoussiérage freins ou dispositifs équivalents destinés à arrêter, puis à maintenir l'équipement, dans toutes les conditions de charge ;	X
Vérification des canalisations hydrauliques fixes ou rigides (état de conservation, étanchéité) si fuite remplacement des joints d'étanchéités (tous les 3 ans) ;	X
Vérification et remplacement des flexibles hydrauliques dès que nécessaire (craquelure, fissures, fuites, suintement) et au maximum à 6ans de la date de fabrication inscrite sur le flexible.	X
<p>Le terme vérification intègre également le bon serrage de toutes les fixations, connectiques, le bon paramétrage des cartes électroniques de commande y compris la mise à l'heure, la lecture des événements, la lecture des compteurs de cycles (si existant) avec report écrit à l'établissement du GHT de toute défektivité.</p> <p>Le terme dépoussiérage implique l'aspiration des surfaces, des constituants de l'équipement et des ouïes de ventilation de tout équipement électronique (motoréducteur, variateur) ainsi que l'aspiration de toutes cartes électroniques.</p>	

Après chaque maintenance préventive d'un équipement, le technicien du titulaire apposera sur ledit équipement une étiquette autocollante indiquant la date de réalisation de la maintenance, exemple : « Equipement vérifié le 02/08/202X »

L'étiquette sera collée à l'extérieur du boîtier de commande ou du compartiment moteur visible depuis l'extérieur de la zone de mouvement de l'équipement.

2.2.2. Accompagnement des organismes de contrôle.

L'établissement du GHT se réserve la possibilité de procéder lui-même ou de faire procéder par une personne compétente de son choix à la vérification des vérifications réglementaires et de la bonne exécution des prestations. Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du Titulaire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le Titulaire et le Bureau de Contrôle doivent se coordonner pour la planification des contrôles et pour l'accompagnement du contrôleur technique par le titulaire. Une réunion de planification sera réalisée par l'établissement du GHT dans les 3 mois après notification.

Le Titulaire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu avant (min 10 jours) par écrit (courrier, mail, tableau de planification annuel réalisé conjointement entre contrôleur et mainteneur). Cependant, ce délai peut être réduit au strict minimum si des circonstances exceptionnelles nécessitent une intervention rapide.

Le Titulaire doit déléguer une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du technicien affecté à la maintenance de l'équipement est recommandée.

2.2.3. Levées des réserves de maintenance.

Le Titulaire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat. Les réserves concernées sont celles liées à la maintenance des équipements et dues au titre du présent contrat forfaitaire.

2.3. Maintenance Curative / Corrective

Le titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations de déplacement, main d'œuvre et de fourniture dans les conditions ci-après définies, nécessaires pour maintenir en état de fonctionnement les équipements décrits dans le lot concerné.

Le titulaire aura la parfaite connaissance de la technique propre aux constructeurs des équipements et installations à maintenir.

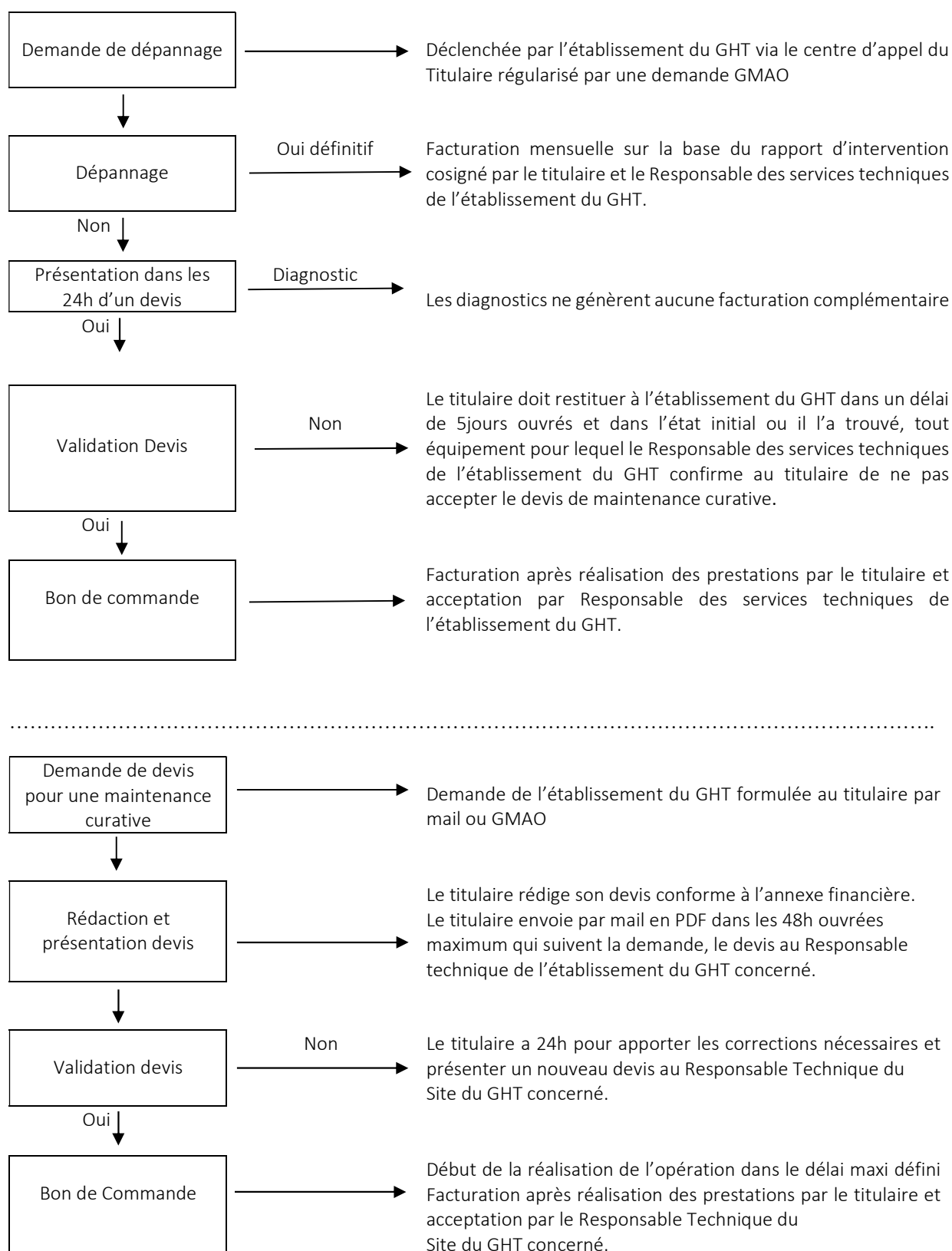
2.3.1. Modalités d'exécution.

Les prestations de maintenance corrective se déclinent en trois types :

- **Le dépannage:** action de maintenance corrective palliative, qui permet dès la première intervention du titulaire sur site de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise: Cette opération est déclenchée via le centre d'appel du titulaire par le responsable des Services Techniques de l'établissement du GHT concerné.
- **Le diagnostic :** prestation qui permet au titulaire d'évaluer le coût d'une maintenance curative sur un équipement et d'adresser un devis au responsable des Services Techniques de l'établissement du GHT concerné. Le diagnostic peut être réalisé sur site ou chez le Titulaire. Cette opération fait suite à un dépannage n'ayant pas abouti.
- **Maintenance curative :** Opération de maintenance ayant pour objet de rétablir un bien dans un état spécifié pour lui permettre d'accomplir une fonction requise. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence. Cette opération doit avoir

fait l'objet d'un bon de commande pour être réalisée. Le bon de commande a pour origine le devis d'un diagnostic ou le devis pour une opération ciblée dans le Bordereau de prix joint dans l'annexe financière.

2.3.2. Processus d'intervention.



2.4. Traçabilité

2.4.1. Rapport d'intervention.

Toutes les actions effectuées par le prestataire (préventif ou correctif) donneront lieu à chaque intervention à un rapport d'intervention cosigné par le technicien du titulaire et le représentant des Services Techniques où figureront :

- Le numéro de la demande d'intervention GMAO de l'établissement (régularisation si appel téléphonique),
- Le numéro de l'instance GMAO de l'établissement (régularisation ultérieure si appel téléphonique),
- Le nom de l'intervenant,
- L'heure d'arrivée du technicien sur site,
- L'heure de départ du technicien du site,
- la durée de l'intervention,
- La cause de l'intervention,
- Les éléments relatifs au BPU Bordereau de prix (si cela est le cas)
- Le descriptif voire référence de la pièce détachée remplacée (si cela est le cas).

C'est sur les éléments portés dans ce document et dans l'annexe financière que le titulaire facturera à l'établissement du GHT sa prestation de dépannage.

2.4.2. Carnet d'entretien.

Le Titulaire tient à jour après chaque visite d'entretien et après chaque intervention de dépannage, le carnet d'entretien papier ou informatique **mis à la disposition de l'établissement du GHT** et ce malgré l'existence éventuelle d'une GMAO.

Sont mentionnées sur le carnet d'entretien les informations :

- Dates, heures d'arrivée et de départ du technicien ;
- Nom et signature du technicien ;
- Nature des observations, interventions, travaux, modifications, remplacements de pièces effectuées sur les équipements au titre de l'entretien ;
- Date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage ;
- Pour le cas où le Titulaire utilise des Codes pour la maintenance, un lexique permettant de faire le lien entre ces Codes et les opérations effectuées doit être annexé au registre de maintenance.

La présence du carnet d'entretien ne dégage pas le Titulaire de son obligation de renseigner la GMAO lorsqu'elle existe et avec un niveau de précision au moins égal à celui du carnet d'entretien.

2.4.3. Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur (GMAO).

Les établissements du GHT possédant une GMAO auront la possibilité s'ils le souhaitent d'émettre automatiquement auprès du Titulaire des demandes d'intervention de tout type de maintenance et levées de réserve.

Le titulaire transmettra à l'établissement du GHT au format Excel dans les **15 jours qui suivent la notification** du marché

- Le planning de réalisation de la maintenance préventive
- Les gammes de maintenance

Le Titulaire devra se rapprocher de l'établissement du GHT dans **les 15 jours qui suivent la notification** du marché afin de mettre en place une formation de ses techniciens à l'utilisation de la GMAO.

Le titulaire devra renseigner un compte rendu d'intervention pour chaque demande GMAO et ce dans **un délai accordé**.

La GMAO pourra être renseigner :

- Manuellement par les techniciens du Titulaire depuis un PC mis à disposition par l'établissement du GHT
- Via une passerelle informatique automatisée entre la GMAO de l'établissement du GHT et le SI du Titulaire (charge au SI du Titulaire de la développer).
- Via des fichiers d'import informatique au format Excel préfinis, renseignés par le Titulaire et envoyés par mail à l'établissement du GHT.

2.4.4. Calendrier de maintenance corrective et levées des réserves

Le Titulaire devra soumettre à l'établissement du GHT son calendrier de maintenance corrective et levées des réserves, qui devra faire apparaître les éléments suivants :

- La désignation établissement de l'équipement ;
- La date de mise à l'arrêt de l'équipement ;
- La date de remise en service de l'équipement ;
- La définition des travaux exécutés.

Le Titulaire devra, moyennant un préavis de 15 jours calendaires, informer l'établissement du GHT de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'un équipement.

Les conditions d'intervention sont déterminées d'un commun accord entre l'établissement du GHT et le Titulaire en prenant en compte les spécificités de l'activité hospitalière.

Ce calendrier aura valeur contractuelle.

2.4.5. Rapport d'activité

Un rapport d'activité réalisés par le titulaire accompagnera les réunions trimestrielles.

Ces réunions seront organisées dans l'établissement du GHT.

La réunion trimestrielle aura pour objet :

- De vérifier le respect du planning de maintenance préventive ;
- De vérifier l'avancer des levées de réserves ;
- De vérifier que l'outil GMAO est bien renseigné ;
- De faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener ;
- De faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter ;
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.
- Le taux de disponibilité de chaque équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Le nombre de panne par équipement sur le trimestre et en cumulé.
- Taux d'appels et taux de panne par équipement ;
- Listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature : défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieures ou cas de force majeure, ... ;
- Le coût € TTC des pièces détachées remplacées (hors main d'œuvre) par équipement;
- Le listing des équipements ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation ;
- Les délais d'intervention moyen ;
- Le listing des équipements avec plus de 3 pannes sur 1 mois. Evolution sur 6 mois de ces équipements ;
- Un historique des maintenances préventive et le temps passé ;
- Des suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des équipements;
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves maintenance. Un détail d'avancement par équipement devra être fourni ;
- Un planning de levée des réserves non levées ;
- Une analyse des écarts et remise de préconisations.

Les données des rapports trimestriels seront accompagnées d'analyses, de commentaires et de recommandations.

Le Titulaire fera parvenir à l'établissement du GHT **5 jours ouvrés** avant la date de la réunion, le rapport aux formats PDF et Excel pour les données chiffrées.

2.5. Consommables et pièces détachées

2.5.1. Consommables

Le titulaire prend à sa charge les produits et ingrédients (chiffons, huile, graisse, etc.), les petits matériels (visserie, petite boulonnerie, etc.), les outillages et appareils de contrôle nécessaires à l'exécution des prestations.

Les consommables répondront aux normes en vigueur, ils seront d'origine constructeur ou de qualité supérieure.

2.5.2. Pièces détachées, équipements

Les pièces détachées, mises en place par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées par le constructeur de l'équipement concerné, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Les équipements, mis en place ou livrés par le titulaire du marché, seront de nature et caractéristiques homologuées, elles seront garanties au minimum un an. Dans ce cadre, le titulaire du marché s'engage à remplacer gratuitement toutes fournitures défectueuses pendant la période de garantie.

Le titulaire prendra les dispositions qui s'imposent auprès de ses fournisseurs pour qu'il puisse être approvisionné en pièces détachées et équipements dans les délais compatibles avec les délais d'exécution des prestations.

Le coût des consommables et pièces détachées nécessaires à la maintenance préventive sont à la charge du titulaire.

2.6. Devis

2.6.1. Délais de présentation des devis

Le titulaire s'engage à faire parvenir aux Services Techniques de l'établissement du GHT par voie dématérialisée :

- Dans un délai inférieur à 48 heures tout devis sur simple demande de l'établissement du GHT.
- Dans les 48 heures diagnostic inclus, le devis faisant suite à un diagnostic pour une opération de maintenance curative.

2.6.2. Rédaction des devis

Pour la maintenance curative, le titulaire du marché fournira un devis détaillé qui sera envoyé par messagerie au format PDF et comportera :

- Les informations concernant le marché :
 - Le numéro de marché, objet et référence ;
 - Les références des éventuels avenants et actes spéciaux modifiant le marché initial ;
 - L'identification du titulaire (dénomination sociale, numéro SIRET ou SIREN, adresse) ;
 - Le numéro fournisseur du titulaire du marché ;
- Les informations sur la prestation :
 - La date de la demande de devis ;
 - Le nom du demandeur de devis ;
 - La nature de la prestation ;
 - Le lieu de réalisation de la prestation (sur site ou dans les locaux du titulaire)
- Les informations sur l'équipement :
 - Le numéro GMAO établissement de la demande d'intervention ;
 - L'identification GMAO établissement de l'équipement ;
- Les informations concernant la pièce détachée (pour les prestations qui l'exigent) :

- La marque « constructeur » de l'équipement ;
 - Le libellé de la pièce détachée ;
 - La référence de la pièce détachée ;
 - La quantité ;
 - Le prix unitaire HT et TTC de la pièce détachée (le titulaire devra fournir la copie de la facture « constructeur » lors de la facturation) ;
 - Le coefficient de majoration ou minoration à appliquer sur le prix de la pièce détachée du tarif constructeurs, tel que fixé dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement ;
- Les informations concernant la main d'œuvre :
 - Le coût horaire HT de main d'œuvre ;
 - Le nombre d'heures nécessaires ;
 - Les frais de déplacement* (un déplacement par demande d'intervention) ;
 - Le coefficient de majoration ;
 - De manière générale, le décompte des sommes en précisant les montants HT et TTC, ainsi que le taux de TVA.

* En cas de pluralité d'opérations sur un même site le même jour, il sera facturé par le titulaire à l'établissement du GHT un seul déplacement.

L'établissement du GHT sera réputé avoir accepté expressément le devis proposé par l'envoi au titulaire d'un bon de commande.

Le montant du devis ainsi accepté sera global et forfaitaire.

L'établissement du GHT se réserve la possibilité de refuser le devis et de demander au titulaire de lui en proposer un nouveau.

2.7. DELAIS D'INTERVENTION

2.7.1. Délai dépannage

Le titulaire s'engage à intervenir dans le créneau de la plage horaire d'intervention de 8h à 18h et dans le délai de 12h ouvrées maximum.

Exemples :

- L'appel des Services Techniques de l'établissement du GHT est effectué dans la plage d'intervention du titulaire. Le titulaire doit intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum d'intervention. Le décompte horaire s'effectue dès l'heure de l'appel des Services Techniques de l'établissement du GHT.
- L'appel des Services Techniques de l'établissement du GHT est effectué hors plage horaire d'intervention du titulaire. Le titulaire doit intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum d'intervention. Le décompte horaire s'effectue dès la première heure de la plage horaire d'intervention valide qui précède l'appel.

Le titulaire devra mettre en place les outils permettant d'assurer aux Etablissements du GHT:

- La prise en compte immédiate de son appel ; contact de son centre d'appel ainsi qu'une procédure dégradée en cas de défaillance de ce dernier.
- La confirmation de la prise en compte de son appel.

2.7.2. Délai Maintenance corrective, curative

Le titulaire s'engage à intervenir et être à pied d'œuvre sur site dans le délai maximum défini ci-dessous:

- À compter de la date indiquée sur le bas du bon de commande. Cette date devra tenir compte du délai maximum d'intervention.

- À compter de la date définie conjointement entre le titulaire et le Responsable des Services Techniques de l'établissement du GHT.

Le décompte journalier s'effectue dès la date d'envoi du bon de commande au titulaire. Les bons de commande seront envoyés par courriel ou fax.

2.7.3. Délai Maintenance Préventive

Dans le mois qui suit la notification du marché le titulaire prendra contact avec chaque Responsable technique des établissements du GHT, afin de planifier les opérations de maintenance préventive et établir un calendrier. Ce calendrier sera signé cosigné par le titulaire et le Responsable de l'établissement du GHT, ce calendrier aura valeur contractuelle.

Le décompte journalier s'effectue entre la date prévue au calendrier et la date réelle de réalisation de la prestation de maintenance préventive.

2.7.4. Tableau des délais d'intervention

Plage horaire d'intervention	Dépannage à compter de l'appel	Maintenance ; corrective, curative à bon de commande	Maintenance préventive	Levées de réserves
Jours ouvrés du L au V de 8h à 18h*	12h ouvrées	10 jours ouvrés	Suivant calendrier	Dans les 24h si risque à la personne. 30 jours ouvrés dans les autres cas

*Pour le Ch Marchant, les plages horaires d'intervention sont 08h30 – 16h en jours ouvrés du L au V.

3. EXECUTION DES PRESTATIONS DE TRAVAUX

3.1. Généralités

3.1.1. Introduction

Le Titulaire du marché de Maintenance est chargé des travaux sur la base du Bordereau de Prix Unitaires.:

- Modernisation
- Mises en conformité aux réglementations
- Remplacement suite à maintenance curative impossible ou mise en place de nouvel équipement

Quels que soient la nature des travaux, une consultation peut être effectuée par l'établissement, dans ce cas le Titulaire du marché de maintenance est systématiquement consulté.

Le Titulaire, dans le cadre du présent marché de travaux, ou missionné par Ordre de Service, a la charge de réaliser les travaux ou les ouvrages aux conditions définies par le présent marché, jusqu'au parfait achèvement, suivant les règles de l'art et compte tenu des règlements en vigueur. Les prix sont établis grâce au Bordereau des Prix Unitaire (BPU) rempli par le Titulaire.

Le Titulaire est réputé avoir visité les lieux préalablement, il reconnaît avoir la complète connaissance des équipements concernés, de leurs abords, de leur environnement et de leurs conditions d'accès.

En conséquence, le Titulaire est déclaré, pour le bon déroulement des opérations :

- Avoir la maîtrise de la maintenance des équipements existants ;
- Avoir la maîtrise des règles de l'art relatives à la création dans le cas de leurs remplacements, de leurs transformations, ou de leurs modernisations suivant les spécifications techniques du présent marché ;
- Avoir en charge les équipements concernés en toute connaissance de cause et les accepter dans l'état ;
- Avoir estimé les sujétions particulières d'exécution ;
- Avoir signalé à l'établissement adhérent, lors de la remise de son offre, les désaccords ou observations éventuels sur le présent cahier des charges et du B.P.U, le cas échéant ;
- Avoir effectué les relevés nécessaires, lui permettant de réaliser l'étude de cette opération de travaux
- Avoir mesuré :

- Les difficultés de circulation, de passage, concernant l’approvisionnement et la manutention du matériel neuf ou démonté,
- Les conditions d’interventions et les moyens nécessaires qui sont, sur proposition du Titulaire, validées par l’établissement adhérent.
- Les plages horaires pendant lesquelles les travaux bruyants ne pourront pas être effectués ;
- Les plages horaires d’indisponibilité de certains équipements (équipements bloc par exemple).

En aucun cas, le Titulaire ne pourra invoquer, après signature du marché, des omissions, des erreurs, des contradictions ou interprétations dans le dossier marché pour se soustraire, se limiter dans l’exécution des travaux, ou refuser de réaliser, dans le cadre de ses engagements, tout ou partie des ouvrages nécessaires au parfait achèvement et à la parfaite utilisation des équipements.

3.1.2. Dispositions particulières en site occupé.

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment hospitalier occupé, le Titulaire devra :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment ;
- Etudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d’immobilisation et la durée des interventions ;
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de l’établissement, des personnes hospitalisées, du public et des intervenants ;
- Eviter d’encombrer l’usage des passages de circulation (et conserver, si les lieux le permettent, les largeurs de passage conformes aux réglementations des ERP) ;
- Evacuer ses gravats et s’assurer en permanence de la propreté du chantier dans le respect des règles d’hygiène de l’hôpital ;
- Protéger les ouvrages existants ;
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l’information permanente des usagers, du Maître d’ouvrage et du Maître d’Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l’objet d’une note rectificative à l’établissement du GHT, indiquant les motifs du retard ;
- Respecter les horaires de travail préalablement définis avec le responsable technique de l’établissement:
 - Dans le souci notamment de limiter la gêne occasionnée par le bruit,
 - Afin d’adapter les contraintes liées aux travaux, aux conditions d’exploitation de l’établissement. A cette fin, les travaux pourront être réalisés en horaires décalés ;
- Informer ses employés du devoir de discrétion qui leur incombe et notamment de respecter la charte de l’établissement.

3.1.3. Assurance.

Le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l’égard du maître de l’ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d’accidents ou de dommages, causés par l’exécution des prestations.

Il doit justifier dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution de celui-ci qu’il est titulaire de ces contrats d’assurances au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l’exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3.2. Prescriptions techniques

3.2.1. Définition du matériel proposé.

La proposition du Titulaire devra être conforme au à la norme EN 1398, aux préconisations de l’INRS ED6059 et aux exigences du CCTP « CC quais logistiques_indB.pdf » ci-joint en annexe.

Toutefois, le Titulaire fournira un descriptif technique concernant le matériel proposé (caractéristiques techniques, entraînement, commande, etc.),

Le Titulaire doit la totalité du matériel pour assurer la réalisation complète, la sécurité et le bon fonctionnement des équipements.

3.2.2. Qualité du matériel.

Toutes les fournitures, matériels, appareillages, etc., seront neufs, de bonne qualité, et seront d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées devront être en vente libre (accessibles pour tout entrepreneur du secteur "objet du marché" en France).

Il appartient au Titulaire qui demeure seul responsable des travaux de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par l'établissement du GHT ou par l'Assistant à Maître d'Ouvrage ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du Titulaire.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du marché et présenter les caractéristiques spécifiées, notamment les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Les normes visées par le marché sont celles dont la date de prise d'effet est antérieure de trois mois au premier jour du mois d'établissement des prix, sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française.

Dans le cas où le marché se réfère à des normes françaises non issues de normes européennes, des matériaux ou produits dont les caractéristiques sont établies par référence à des normes en vigueur dans d'autres Etats parties à l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce peuvent être admis si ces caractéristiques sont reconnues comme équivalentes à celles spécifiées.

3.2.3. Provenance des matériaux et produits.

Le Titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le marché et aux exigences de sécurité des normes dont ils relèvent.

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

3.2.4. Essais et vérification de fonctionnement.

Après achèvement complet des travaux pour chaque équipement, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du Titulaire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires, le matériel restant sa propriété.

3.3. Réception des travaux

3.3.1. Essais réglementaires et réception de l'ouvrage.

Dans son offre, le Titulaire effectuera les essais réglementaires. Le Titulaire fournira les caractéristiques des matériels.

Ces pièces seront communiquées au représentant de l'établissement du GHT et, le cas échéant à l'Assistant à Maître d'Ouvrage.

L'établissement du GHT fera procéder à un contrôle technique initial contradictoire par un établissement. Ce contrôle technique devra être exempt de toutes remarques. Les remarques inscrites seront levées par le titulaire sans contrepartie financière et le passage contradictoire du contrôleur technique sera réalisé au frais du titulaire.

3.3.2. Mise en service.

Sauf modalités particulières, la mise en service intervient normalement après réception de chaque équipement et ratification de l'état des lieux et du contrôle technique contradictoire établi sans réserve entre le Titulaire et l'établissement du GHT ou son Assistant à Maître d'Ouvrage.

L'acceptation par les parties de la mise en service ne vaut toutefois pas réception (ou admission).

Le PV de réception sera formalisé sur un support dédié.

Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux réglages définitifs et en liaison conforme avec les documents d'exploitation fournis à la réception.

3.3.3. Visa de documents d'exécution.

AVANT TRAVAUX :

Les documents que le Titulaire doit établir au titre de son marché seront remis à l'établissement du GHT ou à son Assistant à Maître d'Ouvrage dans un délai de 20 jours à compter de la commande.

Si l'établissement du GHT ou son Assistant à Maître d'Ouvrage constate que ces documents ne sont pas conformes au projet, il dispose, à partir de la remise, d'un délai de 15 jours calendaires pour en informer le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir des nouveaux documents corrigés. L'établissement du GHT ou son Assistant à Maître d'Ouvrage délivre son visa sur les documents conformes au projet.

Le Titulaire ne saurait être tenu pour responsable des dépassements d'échéances au cas où les informations requises par lui, ne lui auraient pas été fournies en temps utile.

Tous les documents et plans n'ayant pas obtenu le visa de contrôle de l'établissement du GHT ou de l'Assistant à Maître d'Ouvrage seront considérés comme nuls.

APRES ACHEVEMENT :

Après achèvement des travaux, le Titulaire est tenu de fournir, sous un délai de 15 jours, en trois exemplaires, un dossier technique rédigé en Français comportant :

- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des équipements et particulièrement pour la sécurité ;
- Les notices de réglages et de maintenance des cartes électroniques, abréviations, menus Codes de défaut, programmation des paramètres ;
- Les notices de réglage et de maintenance des outils de programmation ;
- Les notices de réglage et de maintenance des opérateurs de portes ;
- Les lexiques des désignations de schémas, notices de réglage ;
- Les documents demandés par tout organisme de contrôle ;
- L'actualisation de l'inventaire du parc des équipements.

3.3.4. Garantie.

Une garantie de 1 an sera assurée dans le cadre des travaux réalisés y compris dans la situation cette garantie court au-delà de l'échéance du contrat de maintenance.

Tous les documents seront disponibles en Français. Les éventuelles abréviations sur les schémas feront l'objet d'un lexique de correspondance permettant à toute entreprise d'assurer la maintenance et le dépannage.

3.4. Modalités de chantier

3.4.1. Programme et Calendrier d'exécution.

Le programme d'exécution des travaux précise notamment les matériels et les méthodes qui seront utilisés et le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

3.4.2. Exécution des travaux.

Ces prestations peuvent être effectuées en dehors des heures ouvrées. Le Titulaire soumettra son planning à l'établissement du GHT qui décidera, en fonction des impératifs des services hospitaliers, des ajustements nécessaires.

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des travaux prévus dans le présent marché.

Il est le seul responsable des dommages que l'exécution des travaux peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers.

Le Titulaire maîtrise en permanence tous les risques d'accident tant corporel que matériels inhérents aux chantiers en appliquant les mesures de protection nécessaires et en respectant les règles en vigueur, notamment en matière d'Hygiène et Sécurité.

Les prestations à exécuter au titre du présent marché prévoient notamment la fourniture et la pose de l'ensemble du matériel nécessaire à la mise en œuvre de l'équipement conformément aux spécifications du présent C.C.T.P., des travaux de serrurerie, des travaux de peinture, la dépose et l'enlèvement de tout le matériel non réutilisé.

L'installation de l'équipement devra être faite avec le plus grand soin, tant pour assurer une réalisation correcte que pour éviter toute détérioration des ouvrages des autres corps de métier.

Lors de la prise en charge des équipements, le Titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de leur état et ne saurait de fait se prévaloir d'aucun supplément en cours d'exécution.

3.4.3. Visites et investigations.

Le Titulaire ne doit pas s'opposer aux visites, investigations et prélèvements que l'Assistant à Maître d'Ouvrage estime nécessaire de faire ou de faire réaliser pour s'assurer que les fournitures et les travaux sont conformes aux dispositions du marché ou auxquels le contrôleur technique estimerait nécessaire de devoir procéder dans l'exercice de sa mission telle quelle est communiquée au Titulaire.

3.4.4. Suivi de chantier.

Le Titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier, provoquées par l'établissement du GHT, pendant toute la durée de l'opération.

Le Titulaire déléguera un responsable ou technicien qualifié, agréé par l'Assistant à Maître d'Ouvrage avec le pouvoir de décision. Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu réalisé par l'établissement du GHT ou son assistant, avec une diffusion aux différents intervenants, dans le but de:

- Formaliser l'avancement des travaux ;
- Mesurer les risques de dépassement des délais, et d'apporter les remèdes correctifs afin de recalculer le planning d'exécution ;
- Valider l'information effectuée par voie d'affichage auprès des services ;
- Vérifier si les mesures de sécurité et les procédures inhérentes aux travaux en milieu occupé sont bien respectées ;
- Confirmer les décisions prises aux cours des réunions précédentes.
- Si le compte-rendu ne fait pas l'objet de contestations au plus tard au cours de la réunion de chantiers suivante, les remarques, les observations ou les dispositions consignées seront contractuelles et acceptées.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

3.4.5. Propreté du chantier.

Le Titulaire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre dudit chantier et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de bio-nettoyage de l'établissement du GHT.

Les sols, tapis, circulations et escaliers seront à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le cheminement de livraison sera convenu entre l'établissement du GHT et le Titulaire qui procédera, s'il y a lieu, au balisage et à la protection des sols par des matériaux conformes en tenue au feu aux exigences des ERP/IGH et aux règles d'hygiène des hôpitaux. Les livraisons se feront aux horaires convenus avec l'établissement du GHT afin de ne pas perturber l'activité hospitalière de l'établissement.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravois, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue.

3.4.6. Hygiène et sécurité.

L'attention du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier aux règles d'hygiène strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

L'établissement du GHT (ou l'Assistant à Maître d'Ouvrage) aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le Titulaire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives seront privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par l'Assistant à Maître d'Ouvrage. Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire respectera tous les règlements en vigueur. Il appartient au Titulaire de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre. Tous les équipements de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches sera adressée au Maître d'œuvre avant toute utilisation.

En cas de manquement du Titulaire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le pouvoir adjudicateur pourra résilier de plein droit le contrat du Titulaire au niveau de l'établissement du GHT (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé à l'établissement du GHT.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux doit être en possession d'une habilitation électrique et respecter les préconisations de la NFC18-510 en termes de méthodologie de travail et d'analyse de risque préalables.

3.4.7. Protection de l'environnement.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du pouvoir adjudicateur.

A cet effet, le Titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

3.4.8. Amiante.

L'établissement du GHT doit communiquer le Dossier Technique Amiante (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du Code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le Titulaire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

L'établissement du GHT a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcôt ne pourrait être demandé par le Titulaire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la consultation.

Le Titulaire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le Titulaire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique Amiante, il est tenu d'en informer immédiatement l'établissement du GHT.

Le cas échéant, le Titulaire détaillera dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifiera dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, le Titulaire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer l'établissement du GHT, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

L'établissement du GHT convoquera le Titulaire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

REPERAGE AVANT TRAVAUX:

Avant le démarrage des travaux, l'établissement du GHT fait réaliser un repérage avant travaux conformément aux prescriptions imposées par l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

3.4.9. Communication pendant la phase du Chantier.

30 jours calendaires maximum avant le début du chantier, le Titulaire confirmera aux services techniques de l'établissement du GHT son planning de travaux en s'engageant particulièrement sur :

- La date d'installation de l'équipe travaux ;
- La date et l'heure de livraison des matériels ;
- La date d'arrêt de l'équipement ;
- Les plages de dates et d'heures des travaux bruyants ;
- La date de remise en service de l'équipement.

Toute information postérieure venant modifier ce planning devra faire l'objet d'un nouvel affichage aux frais du Titulaire (information des utilisateurs).

Le Titulaire se conformera à la politique générale de communication de l'établissement du GHT.

1. ANNEXES

4.1. Annexe 1 : Listing des équipements

Voir les fichiers séparés de chaque établissement du GHT et joints au présent CCTP.

4.2. Annexe 2 : Charte GMAO CHU

4.2.1. OBJET DE LA CHARTE

La charte a pour objet d'intégrer dans la base de données du système de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) du CHU de Toulouse, l'identification des équipements, leurs caractéristiques associées et les gammes de maintenance des matériels et installations techniques mis en œuvre dans le cadre de l'opération de maintenance ou de travaux.

La liste des matériels gérés par le logiciel est jointe à l'annexe 1 du présent CCTP. Cette liste n'est pas exhaustive et sera complétée afin d'intégrer les nouveaux types d'objets non référencés au titre de la maintenance ou installés dans le cadre d'opérations de travaux.

Elle reprend le catalogue des classes (objet générique), avec pour chacun ses objets (objets définis). Pour chaque matériel, il sera créé une instance représentant un objet défini unique avec sa localisation dans le bâtiment ou à l'extérieur (en fonction de l'équipement). L'objectif final étant la fonctionnalité totale du système de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur lors de la fin de l'étape inventaire ou de la réception d'un nouvel équipement.

4.2.2. DEFINITION DE LA PRESTATION

Les corps d'état concernés par cette prestation sont les suivants :

- Electricité courants forts,

- Electricité courants faibles,
- Sécurité incendie,
- Contrôle d'accès,
- Vidéosurveillance,
- Portes et barrières automatiques
- Chauffage Ventilation Climatisation,
- Plomberie, Sanitaire,
- VRD, assainissement,
- Structure (uniquement réseaux sous dallage)
- Gaz médicaux,
- Ascenseurs,

Afin de mener à bien cette prestation, il sera remis au prestataire retenu le catalogue des équipements à recenser dans la base GMAO. Ce catalogue comporte les éléments et codes nécessaires à la constitution des deux fichiers d'import au format Excel.

- Fichier d'import des instances (objet défini) type base de données au format Excel intégrant les codes logiciel GMAO,
- Fichier d'import des caractéristiques type base de données au format Excel intégrant les codes logiciel GMAO,
- Fichier d'import des documents au format Excel.

Ces fichiers seront mis à disposition du constructeur par les gestionnaires GMAO du CHU de Toulouse.

Tous les champs de ces fichiers d'import devront être impérativement renseignés et respecter la codification définie dans le catalogue des équipements afin de garantir le transfert vers la base de données GMAO.

Attention ! La synchronisation des deux fichiers d'import sera assurée par un dénominateur commun qui se veut être le numéro unique d'identification CHU. A chaque instance doit être associée : un numéro d'identification, ses caractéristiques, sa localisation, sa documentation technique et sa gamme de maintenance.

Ce numéro d'identification devra être repris sur tous les plans, les DOE, (au plus tard à la remise des DOE) ainsi que par étiquetage obligatoire sur chaque matériel. Ces repérages devront rester visibles, positionnés de manière identique par type d'équipement et sur ou le cas échéant au plus près de celui-ci.

Nous distinguerons 2 types d'étiquettes :

- Les étiquettes standard (1) (L=38mm x H=13mm) comporteront le numéro GMAO (7 chiffres) et le code barre.
- Les équipements dans les plenums et les faux plafonds seront à repérer deux fois par des étiquettes standard.
 - 1 étiquette sur l'équipement
 - 1 étiquette sur la trappe ou l'ossature du faux-plafond.



- Les étiquettes grand format (2) (L=51mm x H=25mm) comporteront le numéro GMAO (7 chiffres) et le code barre, ces étiquettes agrandies seront à coller sur les équipements placés à une hauteur supérieure ou égale à 2,5 mètres (h≥2,5m).



- Pour les prises de gaz médicaux les étiquettes sont au format (L=35mm x H=5mm).

Les gestionnaires GMAO du CHU fourniront une plage de numéros d'identification obligatoire à 7 chiffres à laquelle il faudra se conformer pour tous les équipements existants ou neufs à intégrer.

Le prestataire réalisera une vérification exhaustive ainsi que l'adéquation des équipements présents dans le périmètre de sa mission et recensés dans la GMAO.

Lors des réceptions, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'assurer ces propres contrôles. Toute divergence relevée sera à reprendre à la charge d'installateur.

Chaque instance devra comporter sa localisation géographique définie dans les plans d'exécutions.

Les documentations techniques de chaque instance seront fournies sous format PDF au même moment que les fichiers d'imports. Un document récapitulatif au format Excel des documents sera à fournir.

La gamme opératoire de maintenance de l'ouvrage et sa périodicité d'entretien, qui sera fournie au DIUO, au format Excel 2003, devra être transmise au préalable et en même temps que les caractéristiques afin qu'elle soit intégrée dans la base GMAO.

La mission GMAO comprendra les prestations suivantes : collecte des informations, transmissions au gestionnaire, réunion et concertation, étiquetage, contrôle d'exécution, retranscription dans les plans et DOE...